

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 665 - 11 décembre 1997 - Prix 2,50 F

Fête de l'Agglo



Quand les citoyens s'emparent
de la démocratie directe.



Le communisme dans l'histoire

par
Yannick CHÉNEAU

«Il faut aller beaucoup plus loin encore dans l'analyse historique». Robert Hue, lors du débat de «la marche du siècle» sur le communisme, a été directement aux faits. Sur le plateau de télévision, il exprime sa douleur : «Je suis bouleversé par les images que j'ai vues, qui ne sont pas compatibles avec le communisme. L'idéal communiste n'a rien à voir avec cette perversion, cette monstruosité». «Je fais les Français juges de mon engagement antistalinien jusqu'au bout des ongles».

Alors, la notion de «bilan globalement positif», utilisée lors d'un congrès du Parti Communiste Français, et qui avait si fortement interrogé à l'époque quelqu'un comme Jean Ferrat, présent sur le plateau et qui en avait fait une chanson ? «Non, le bilan n'était pas globalement positif, contrairement à ce qu'a dit le Parti Communiste Français à cette époque», déclare Robert Hue.

Et le débat sur l'amalgame fait entre communisme et nazisme par le livre publié par des historiens ? On peut légitimement s'interroger sur l'utilité de cette thèse et sur la façon dont la droite et l'extrême droite se sai-

sissent de l'occasion pour justifier l'alliance de la droite avec Le Pen et pour banaliser les idées de haine de ce dernier.

Jean Ferrat ne dit pas autre chose en rappelant son parcours personnel sous l'Occupation où il était «devenu paria» parce que «des gentils Français» avaient édicté des lois antijuives qui «nous mettaient au ban de la société».

«Qui m'a recueilli ? Qui m'a sauvé ? Ce sont des résistants communistes. J'ai peur que les gens qui nous regardent fassent un amalgame, que rien ne justifie, entre les résistants, les communistes français, et tout ce qui s'est passé en URSS».

Faut-il alors changer le nom du Parti Communiste Français ?

«Le Parti Communiste doit rester le Parti Communiste Français, dit Robert Hue, mais en se transformant profondément». «Le communisme est un mouvement. Il n'est pas né en 1917 et mort en 1991. En France, il a engagé son parcours depuis Babeuf, il est présent dans l'histoire de ce siècle. Il y a ce qui a été persécution et ce qui a été espoir de libération humaine, et son essence profonde».

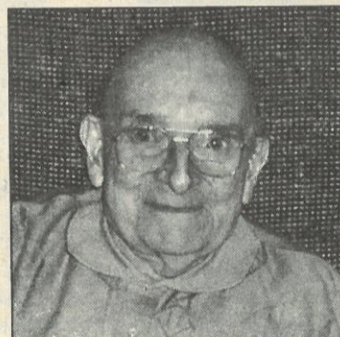
• A grand coup de propagande on s'efforce de convaincre les Français et les Français que l'euro : c'est réglé.

Et bien non... Les Communistes exigent un référendum. Ils organisent le 18 janvier 98, une grande manifestation nationale sur cette question.
Lire en page 2



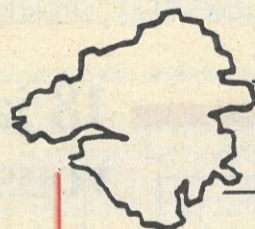
• Gaston JACQUET nous a quitté, il y a quelques jours, à l'âge de 93 ans.

Militant de la CGT et du Parti Communiste, il a marqué, par son dévouement, sa simplicité, par sa fidélité, l'histoire syndicale et politique de notre département. C'est avec respect et émotion que de nombreuses personnes lui ont rendu un dernier hommage.
Page 5



16000

- On dénombre environ 16000 nouveaux cas d'infection au VIH par jour en 1997.
- Plus de 90 % dans les pays du tiers monde (la plupart ne connaissent pas leur état).
- 1600 cas chez les enfants de moins de 15 ans
- Environ 14000 cas chez l'adulte dont plus de 40 % chez les femmes, plus de 50 % chez les 15/24 ans.



ACTUALITÉ

SOUSCRIPTION

• La souscription exceptionnelle 1997 pour l'activité du Parti Communiste Français et l'Humanité Hebdo, est largement lancée dans le département.

Lire en page 6

FÊTE DE L'AGGLO

• Les échos d'une fête sympathique à l'image de la mutation des Communistes Débats, confrontation, culture politique et détente.

Les commentaires page 3

JOYEUSES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

• Ce numéro 665 clôt l'année 1997. L'Equipe des Nouvelles souhaite à tous les lecteurs et à leurs familles, de bonnes fêtes et leur donne rendez-vous dès le mois de janvier 98.

18 Janvier : Paris

EUROPE

Euro : les Français ont le droit de savoir et de décider

Le franc français serait amené à disparaître le 1^{er} janvier 1999. Qui l'a décidé ? Pas les citoyens.

Cette décision ne pose-t-elle pas des questions autrement fondamentales, voire vitales, que celles liées au calcul de la conversion franc-euro et aux changements d'habitudes que cela entraînerait pour les consommateurs ?

Certainement, car, dans cette affaire, ce qui ne se voit pas est autrement plus important et autrement plus inquiétant que ce qui se voit.

Or, la campagne de publicité lancée aux frais des contribuables pour « vendre » l'euro à l'opinion publique française n'a pas grand chose à voir avec le débat réel que le passage ou non à l'euro mérite.

D'ailleurs, le besoin existe. 66 % des français estiment être mal informés des conséquences réelles et des enjeux du passage à l'euro sur la vie économique et sociale, du pays et sur leur propre existence. Aucune campagne de « pub » ne peut en fait remplacer ce véri-

table et indispensable débat à l'échelle du pays

Rappelons-nous le référendum de 1992, avant l'adoption à une très courte majorité du traité de Maastricht. Il a donné lieu à un vaste débat national public et contradictoire.

L'étape suivante nécessite un nouveau débat et une nouvelle consultation dans chaque état membre, comme l'envisagent déjà trois pays : la Grande-Bretagne, la Suède, le Danemark

D'autant plus que le pacte dit « de stabilité » monétaire, adopté au printemps dernier, instaure des sanctions financières lourdes pour les Etats qui s'écarteraient des critères d'austérité de Maastricht. Et que ce pacte n'a pas reçu l'accord des peuples européens n'étant pas prévu par le traité de Maastricht.

Alors pourquoi refuser au peuple la possibilité de décider lui-même de ce qui concerne son avenir et de l'avenir de l'Europe qu'il veut ? C'est une question de démocratie à laquelle les Communistes sont très attachés.

Ils se prononcent pour

une réorientation de la construction européenne qui se fasse en faveur de l'emploi, du progrès social, d'une Europe s'attaquant enfin aux dogmes de l'argent pour l'argent, qui jouent contre les nations et les hommes. Or, l'Euro est l'instrument d'une politique ultralibérale, mais pas celui des besoins humains en emplois, santé, logement, éducation et formation...

Ils s'emploient à susciter ce nécessaire débat en sollicitant leurs concitoyens à l'aide d'un questionnaire pour que la réflexion progresse sur cette question.

La démocratie exige que les Français soient consultés par référendum après un vrai débat national. C'est pourquoi le Parti Communiste prend l'initiative de l'action.

Une grande manifestation sur ce thème se tiendra le dimanche 18 janvier à Paris pour poser avec plus de force la question du passage ou non de la France à l'euro.

18 janvier : un rendez-vous national

Ces inquiétudes sont justifiées. Pour répondre aux attentes de notre peuple et apporter des solutions aux problèmes du pays, il faut en effet engager maintenant une nouvelle étape dans la politique de la majorité, du gouvernement de la gauche plurielle. L'étape des réformes structurelles : pour orienter l'argent vers l'emploi et le progrès social ; pour la conquête des droits nouveaux pour les salariés et les citoyens ; pour une politique dynamique de développement de l'industrie, des services, de la formation, de la recherche avec un rôle moteur d'un service public renoué et démocratisé. Mais les critères maastrichtiens de l'Euro, et le « pacte de stabilité » imposant l'austérité constituent un obstacle majeur pour cette « nouvelle étape » nécessaire.

Il y a donc plus que jamais besoin d'un vrai débat national sur les enjeux de la construction européenne, et de l'intervention citoyenne pour la réorienter dans le sens indiqué par la déclaration commune PC-PS du 29 avril. Les Français doivent pouvoir compter sur les communistes pour créer avec eux les conditions de ce débat, de cette intervention.

► Hommage à Georges Marchais

De très nombreuses personnes sont venues au siège de la Fédération du Parti Communiste témoigner leur sympathie à Georges Marchais en signant les livres qui avaient été ouverts à cet effet.

Parmi tous ces témoignages notons toutes celles et tous ceux qui, souvent d'identité politique différente, voulaient par ce geste, saluer l'homme politique, le dirigeant communiste qui a profondément marqué la vie politique nationale et internationale.

Une délégation de la Fédération de Loire Atlantique était présente aux obsèques de l'ancien Secrétaire Général du Parti Communiste Français.

► Après la journée mondiale contre le Sida : ne baissons pas les bras !



Si, chaque année, la journée mondiale est un moment fort de la solidarité internationale, elle doit avoir une suite au quotidien.

En 1997, le tournant thérapeutique nourrit l'espoir : les moyens disponibles pour retarder la maladie et affaiblir le VIH sont diversifiés et plus efficaces. Au même moment, les études les plus récentes montrent que la lutte médicale contre le VIH est loin d'être gagnée. Des malades ne supportent pas les contraintes des nouveaux traitements et le virus résiste.

Les chiffres d'ONUSIDA montre que la maladie continue de se diffuser dans des proportions dramatiques. En France, entre 4000 et 6000 personnes sont infectées chaque année. En Afrique, en Asie et dans les pays de l'Est de l'Europe, l'infection accélère son escalade. La très grande majorité des malades - 92 % habitent dans les pays en voie de développement - n'accède même pas aux monothérapies. C'est dire que les progrès en matière de traitement ne doivent pas amener à baisser la garde, au plan médical comme au plan social et politique.

► SNCF : l'urgence des réformes profondes

Dettes : rien n'est réglé... la preuve par RFF

Les Communistes avaient dit qu'en l'absence de financements nouveaux, RFF ne faisait que déplacer une dette que la SNCF, voire surtout les cheminots et les usagers, continueraient de payer dans les faits.

D'ailleurs, ils le disent eux-mêmes :

- C. Martinand (président de RFF) : « Soyons clairs, les 134,2 milliards de dettes restent la dette de la SNCF » (Le Moniteur des transports - 5 septembre)

- M. Hau (directeur financier SNCF) : « En ce qui concerne les 134,2 milliards, la SNCF transporteur reste titulaire des documents financiers. Simplement, elle a une créance sur RFF qui lui règle les intérêts et le capital aux dates d'échéances ».

Aujourd'hui, le président C. Martinand cherche de l'argent. Et comme le gouvernement - pour cause de déficit budgétaire et de monnaie unique - ne veut aller plus loin que les 8 et 10 milliards pour 1997 et 1988 - RFF cherche 13 milliards !

... Devinez où ? ... Sur les marchés financiers, par l'émission « d'obligations ». Les banques se déclarent partantes, malgré les risques, convaincues que l'Etat ne dérogera pas à sa signature en cas de nécessité. **Autrement dit, pour réduire la dette et entretenir le réseau, on s'endette de plus belle !**

Prendre l'argent où il est...

... L'affaire « Casino-Promodès »

Les grands de la distribution, dont les pratiques sont pour une bonne part à l'origine du conflit des routiers, sont de ceux que les Communistes appellent les « bénéficiaires réels des infrastructures des transports ». Il convient de les taxer pour financer la dette et les investissements de la SNCF.

Or, l'actualité montre que Promodès-Continent dispose, parmi les 170 milliards de francs consacrés à des OPA dans notre pays depuis le début de l'année, de 28 milliards de francs pour racheter son concurrent Casino. A titre d'exemple : 28 milliards de francs, c'est plus de la moitié de la masse salariale à la SNCF. De l'argent pour créer des emplois et financer les services publics ? En voilà !

Le gouvernement a bien su prélever sur les entreprises 22 milliards pour ramener le déficit budgétaire aux 3 % de la monnaie unique : pourquoi serait-il impossible de faire de même pour financer le service public et l'emploi ?



Pour l'Euro, tout serait déjà réglé... A grand renfort de propagande, on s'efforce d'en convaincre les Françaises et les Français. Mais le « matraquage » auquel ils sont soumis - télévisions, radios, dépliant à 22 millions d'exemplaires, etc... - ne parvient pas pour autant à dissiper leurs inquiétudes.

1997 : le rythme d'une fête

Le débat : des communistes immergés dans une situation inédite

Après le débat à l'espace femmes, l'espace sonorisé de la fête se libère du village africain pour laisser la place à la grande rencontre/débat de la fête : l'initiative qui, cette année remplace le traditionnel meeting.

Michèle GUZMAN, membre du Bureau national du P.C.F. entourée de Gilles BONTEMPS, Patricia MORINIÈRE et Yann VINCE, engage le débat par une intervention politique sur la situation que nous vivons, issue des élections de juin, et sur la démarche de construction favorisant l'intervention citoyenne. Michèle GUZMAN souligne « l'importance du chantier ouvert » et la nécessité de partir de la volonté de changement qui s'exprime dans une situation où la gauche ne parle pas d'une seule voix.



D'accord, pas d'accord : des participants au débat lèvent la main. L'un d'entre eux, militant syndical à France Télécom exprime son mécontentement : « Pour moi les engagements gouvernementaux ne sont pas tenus (...) à France Télécom, c'est le plan Fillon qu'on met en place (...) et le Parti, s'il admet l'économie de marché, est-il toujours anticapitaliste ? » Quelques autres interrogations fusent témoignant d'inquiétudes, de doutes voire de franche opposition à la participation des Communistes au gouvernement.

Une femme communiste s'exprime sur le débat sur l'immigration pour lever les ambiguïtés qui pourraient subsister. Michèle GUZMAN, dans le débat, estime qu'il faut bien prendre la réalité telle quelle est, pour la dépasser. « Le Parti Communiste est résolument contre les privatisations. A 10 % des voix, ce n'est pas la politique du P.C.F. qui est menée aujourd'hui (...) pour autant les Communistes ne renoncent pas à la transformation sociale (...) c'est à cela qu'ils travaillent sur le terrain avec les citoyens (...). C'est l'intervention citoyenne qui sera décisive... ». L'heure avance et tout le monde n'a pas pu intervenir. Quelques mécontentements s'expriment, ainsi cet ancien adhérent du P.C.F. qui après avoir quitté le Parti il y a 10 ans, vient d'y réadhérer justement parce que la mutation communiste lui est devenue perceptible. Il n'a pas pu le dire dans le débat. Il l'a dit une fois le micro débranché.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
Commission Paritaire N° 52987
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Yannick CHENEAU
Associés à parts égales :
MM. M. PRODEAU, J.-C. GIRAUD
PUBLICITÉ : Tél. 02.40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 02.40.35.03.00 - TÉLÉCOPIE : 02.40.48.65.76
Imprimerie Marcel Delhommeau
85310 LA CHAIZE LE VICOMTE - Tél. 02.51.05.81.50
B.P. 406 - 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Samedi soir : Soirée cabaret au village de la fête

Samedi soir 22 novembre : la fête commence par la soirée cabaret autour des espaces de restauration des différentes sections de l'agglomération nantaise du P.C.F. Le pot-au-feu nantais, la pizza rezéenne, la crêpe herbinoise ou les moules frites des cheminots ont un tel succès que très vite les restaurants... et les menus affichent complets. La musique passe bientôt de l'ambiance aux rythmes divers qui permettent aux différentes générations d'investir la piste, véritable place de village entourée de guirlandes électriques.

Une soirée animée qui voit également le bar des traminots ou le café-digestif de Loire et Sèvre se remplir à mesure que les restaurants se vident et que les danseurs profitent d'un changement de rythme pour se désaltérer.

La soirée s'avance. Peu à peu, la salle se vide et les convives prennent rendez-vous pour le lendemain.

Vus sur la fête

Parmi les stands d'associations, on relevait : le Secours Populaire, les Espérantistes, l'Union des Femmes Françaises, l'Association des Femmes Algériennes mais aussi l'Association « Avec Marx? », Reflets du passé (auteurs de l'expo).

Croisés lors de l'inauguration de la Fête : Jacques Floch, député-maire de Rezé, Jean-Marie Pousseur représentant le Mouvement des Citoyens, Jean Brunacci de la LCR, quelques représentants de la communauté antillaise et des associations de l'Outre-Mer.

La presse était présente : Radio France Loire Océan, Ouest France, Presse Océan.

Le débat à l'espace Femmes



Outre le thème de la fête et le débat venant à l'appui de l'exposition, une autre innovation de la fête était le débat citoyen, un débat en deux temps.

Pour commencer, une rencontre à l'espace Femmes avec Michèle GUZMAN, membre du Bureau national du P.C.F. Près du stand de l'Union des Femmes Françaises et de celui de l'Association des Femmes Algériennes, un espace que les organisateurs ont prévu pour le débat.

Il est encore tôt, au début de l'après-midi, on dispose dix ou quinze chaises en demi cercle, peu à peu les gens arrivent. Des femmes, des hommes aussi, des Communistes, beaucoup de non adhérents au P.C.F. Tant que bientôt, on multiplie le nombre de chaises et encore les gens continuent de s'agglutiner derrière, puis au pied levé on sonorise l'espace.

C'est lancé : un débat sans retenue, franc, ouvert. Les questions fusent : la place des femmes dans le travail, comment dans une situation de chômage et de flexibilité accrue, de sous rémunération,

comment éviter le retour au foyer que prônent certains ?

Les femmes et le changement : mobilisées pour les 35 heures, pour leurs droits comme l'a montré la manifestation du 15 novembre, les femmes s'engagent moins que les hommes - ou pas comme des hommes - pourquoi ?

Et dans le Parti, où en sommes-nous ? Quelle est leur place dans les instances de direction, comment s'adresse-t-on aux femmes.

Michèle GUZMAN, mais aussi Gilles BONTEMPS et Patricia MORINIÈRE, responsable fédérale du travail parmi les femmes, s'inscrivent dans le débat. Pas de vérité révélée, pas de réponses toutes faites : on évoque les difficultés, les pesanteurs voire même le sentiment de culpabilité des femmes notamment par rapport à leurs enfants, le mal à se dégarer de siècles d'oppression. On évoque aussi la portée des luttes toujours actuelles comme le droit à la contraception.

Les rythmes antillais et africains célèbrent l'abolition de l'esclavage

La fête connaît un rythme soutenu tout au long de la journée.

Dès la fin de matinée, les personnalités locales invitées, parmi lesquelles le député-maire de Rezé, Jacques Floch, de nombreuses personnes affluent au débat sur le thème de la fête.

Au milieu de la belle exposition réalisée par l'association « Reflets du passé » devant une assistance attentive. Gilles Bontemps, évoque les étapes de la lutte des peuples pour leur libération du joug de l'esclavage, en insistant sur l'attachement des Communistes au travail de mémoire. Il poursuivait pour souligner l'actualité du combat pour la libération et l'émancipation des hommes, citant les droits des enfants encore exploités aujourd'hui. Au cours du débat qui s'ensuivit, plusieurs intervenants d'origine antillaise, représentants d'associations de la Maison de l'Outre Mer, s'attachaient à remercier les Communistes de leur initiative et à souligner le rôle décisif joué par les peuples dans le processus de l'abolition de l'esclavage.

Régis Antoine, auteur de plusieurs ouvrages traitant du colonialisme abondait dans ce sens en précisant que peu nombreux encore au 18^{ème} siècle, étaient

ceux qui parmi les esprits éclairés, portaient cette légitime aspiration humaine.

L'occasion pour Jacques Floch, auteur pour sa part d'un ouvrage sur Diderot, de souligner la singularité de ce philosophe qui lui, était l'un des seuls à soutenir la cause des peuples asservis.

La fête était bel et bien lancée. Le conteur-musicien IGO DRANE et sa troupe investissaient l'espace restauration. Tambours, harmonica, flûte, accordéon rythmaient le temps du repas. « Ya Krik! » lance le conteur, « Ya Krak! » répond l'auditoire, lâchant fourchettes et couteaux, quelques-uns quittent leur table pour se joindre aux danseurs.

Les sons traditionnels afro-caraïbiens rythmeront tout l'après-midi, la fête en alternance avec le conteur africain Alberto de la troupe TELAMA. Le danseur de cette troupe, véritable contorsionniste étonnera les spectateurs qui auront la chance en fin de journée d'assister à un « bœuf » des deux troupes antillaises et africaines.

Les enfants n'auront pas été déçus. Au milieu de l'espace qui leur était réservé, ils eurent droit à un conte africain qui les enchantait.

INSÉCURITÉ A NANTES

Une nouvelle fois les questions de l'insécurité font l'actualité à Nantes. C'est dans la cité HLM de la Halvêque dans les quartiers Est de la ville que cette fois-ci la population est en prise à la violence et la délinquance juvénile.

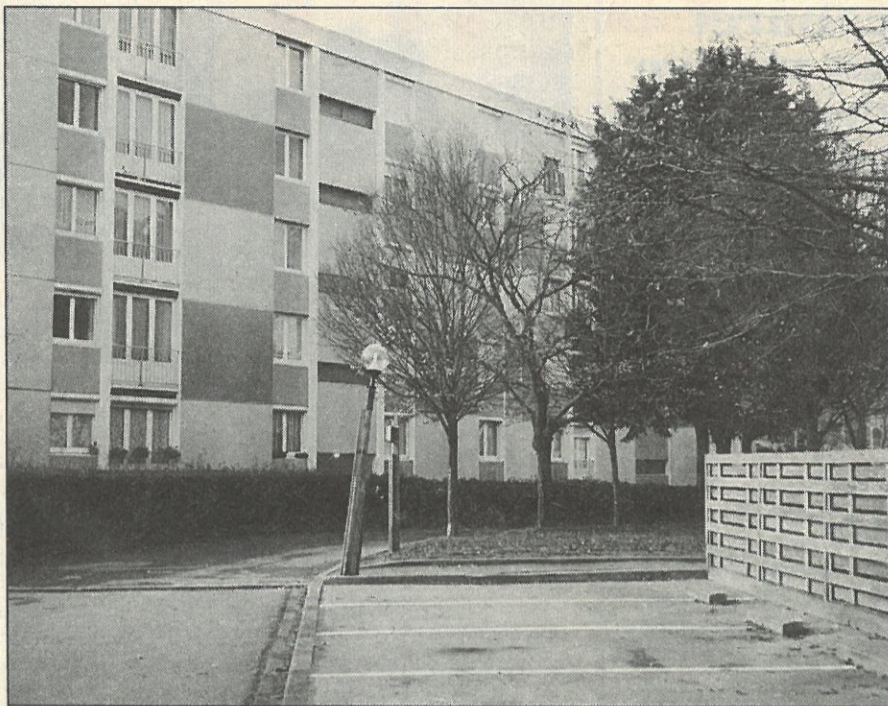
Depuis le 14 novembre, 6 personnes ont été victimes d'agressions physiques.

16 h 30, Jocelyne va chercher un enfant dont elle a la garde, à l'école. Au retour, elle croise 3 jeunes de la cité. D'un seul coup, l'un d'eux lui envoie un coup de poing, comme cela, gratuitement, pour le plaisir. 15 jours après, Jocelyne garde la trace du coup.

Quelques minutes après cette agression, Monfia rentre chez elle avec son fils. Malheureusement son chemin croise celui de la bande et elle reçoit également un coup de poing en plein visage.

Le lendemain, la boulangère se fait agresser verbalement à l'intérieur de son magasin en plein midi.

Dernière agression connue, dimanche 23 novembre, c'est celle de Yann, le fils de Jocelyne, il avait crié dans la cité que ceux qui s'attaquaient aux femmes étaient des lâches. Pour bien lui faire comprendre qui faisait la loi dans la cité, plusieurs jeunes lui sont tombés dessus. Résultats : fracture de la mâchoire, opération, arrêt de travail.



Mercredi 26 novembre, excédés par les agressions qui se multiplient dans leur quartier, plus d'une centaine d'habitants de la Halvêque, ont répondu à l'appel de la cellule Marcel Coutant.

Après un rappel des événements, Gisèle Jouatte a fait part d'une motion résumant la colère des gens de la cité, avec quelques propositions pour que la violence recule. Et puis chacun a voulu dans la salle, témoigner

avec ses mots. Ce fut un moment bouleversant. Certains habitants contenaient leur colère depuis plus de 4 ans, alors lorsque pour une fois, on a la parole... Ainsi cette personne qui a peur de sortir le soir dit : « j'habite la Halvêque depuis presque 20 ans. Avant on était heureux ici, tout le monde se connaissait, on se rendait service entre voisins. Depuis quelques années, le climat a changé. Au début les jeunes

étaient bruyants puis d'autres se sont mis à nous insulter, maintenant ils frappent, il faut faire quelque chose ». Une autre femme âgée, raconte : « Il y a quelques jours, j'ai invité mes enfants et petits enfants. On a fait un simple repas, on était bien. Mon petit fils de 14 ans est descendu jouer dehors. Il est remonté quelques minutes plus tard. Il avait été agressé, 2 jours d'hôpital ! ». Une autre : « Ils ont cassé ma

voiture dans le parking, je n'ai pas l'argent nécessaire pour la faire réparer ».

Puis quelqu'un se lève : « il y a une réunion entre les responsables de la Nantaise d'Habitations et une association de locataires, pour parler du problème de l'éclairage de la cité. Il faut y aller pour se faire entendre ». Ni une, ni deux, l'assemblée prend la direction de l'antenne des HLM.

Grâce à l'intervention de Claude Constant, la porte s'ouvre, les habitants envahissent les locaux, puis quelqu'un lâche : « et m... nous sommes ici chez nous, c'est grâce à notre loyer qu'ils peuvent se payer tout ce mobilier ».

Pendant qu'un groupe négocie la venue du Directeur de l'office, Gaston Auffret prend le téléphone pour appeler France 3. Les gens jubilaient, on peut les comprendre, eux qui n'avaient jamais eu la possibilité d'être écoutés par la Nantaise d'Habitations, étaient là dans ces locaux, les élus

les accompagnaient et grâce au téléphone, les caméras allaient arriver.

Au retour dans la salle de réunion, le débat reprenait, les responsables étaient obligés d'écouter, de donner des explications plus ou moins crédibles. On avait presque oublié que dans un coin de la salle, se tenait un jeune. Sa mère voulait qu'il soit là pour qu'il s'explique. En effet, certaines personnes de la cité pensaient qu'il avait joué un rôle dans les agressions.

Il n'a rien dit ce soir là, mais il ne fut pas pris à partie par les habitants, malgré la tension qui régnait. Gisèle avait prévenu dans son introduction : « Nous ne faisons pas de l'anti jeunes, bien au contraire, nous serions heureux qu'ils se joignent à nous pour diverses activités ».

Elle a été entendue, car tous ensemble, ce soir là, grâce à leur action dans le respect de leur diversité, ils ont fait reculer l'insécurité.



Questions à Gisèle Jouatte

■ Qui êtes-vous ?

Je suis militante communiste du quartier à l'approche de la soixantaine.

■ Depuis combien de temps êtes-vous à la Halvêque ?

Je suis arrivée en 1974, une partie de la cité n'était pas encore terminée.

■ Comment est-on arrivé à cette situation de délinquance ?

Des bêtises avant il y en a eu, par période. Je me rappelle les incendies de caves et vides ordures, si des jeunes étaient dans le coup, c'était des enfants mal élevés par une mère seule ou des parents étrangers dont on n'avait du mal à se faire comprendre.

Mais aujourd'hui, le problème est beaucoup plus grave, car se sont des agressions sur des personnes. Et ces jeunes délinquants sont bien connus de tous, habitants, services sociaux, école et police.

■ Ces jeunes délinquants qui sont-ils ?

Ce sont des jeunes en manque de modèle, ils viennent d'un milieu où les parents paumés au niveau de leurs valeurs ont démissionné depuis de longues années et ces jeunes ne connaissent pas le mot « non ». Autrefois, il y avait une morale, parfois impitoyable, qui faisait que les gens étaient partagés entre l'envie de faire et la peur de la morale. Aujourd'hui, ces jeunes pour beaucoup ne connaissent plus ces limites.

■ Qu'allez-vous faire dans l'immédiat ?

Les habitants de la cité en réunion et soutenus par les élus communistes ont obtenu de la Nantaise la promesse de mettre des médiateurs le soir. Une prochaine réunion est prévue.

Toujours très déterminés les habitants, avec les élus se sont rendus chez le commissaire divisionnaire. A l'écoute des gens, il met un filotier sur la cité avec patrouilles de policiers en civil. Son soutien auprès de la Nantaise d'habitations afin de rétablir des gardiens dans leur fonction nous est acquis.



« Grâce à la mobilisation et à la détermination des habitants et des élus communistes qui vont rester vigilants pour que les promesses soient transformées en acte, tous ensemble, nous ferons reculer la délinquance ».

Lors de l'Assemblée du mercredi 26 novembre, les habitants de la Halvêque, le Parti Communiste et ses élus ont décidé ensemble de faire des propositions tant à la Nantaise d'Habitations qu'à la Police Nationale pour faire reculer l'insécurité et améliorer l'environnement du quartier.

Les habitants exigent de la Nantaise d'Habitations :

- De mettre tout en œuvre pour que l'éclairage fonctionne dans la cité,
- De faire réparer les boîtes aux lettres détériorées,
- D'embaucher des emplois-jeunes pour effectuer un travail de médiation sur la cité.

Ils exigent de la Police Nationale :

- La mise en place d'ilotiers dans la cité,
- Le renforcement des rondes de polices la nuit,
- La création d'un commissariat dans la cité.

Les habitants réclament également que la Nantaise d'Habitations et la Police Nationale collaborent sur ce problème.

De plus, ils souhaitent que les services sociaux aident les familles et qu'un travail d'écoute et de prévention soit fait en direction des jeunes de la cité.

Après le décès de Gaston Jacquet : ÉMOTION ET RESPECT



Gaston JACQUET vient de disparaître.

Grande figure du Mouvement Ouvrier Nantais, Gaston Jacquet a durant toute sa vie à la CGT et au Parti communiste développé une grande activité militante.

Ce fils d'ouvrier métallurgiste, métallurgiste lui-même était né au début de notre siècle.

Responsable du Syndicat C.G.T. des Métaux de Nantes dont il fut le secrétaire, responsable de la CGTU lors de la scission, il fut également à l'Union Locale

C.G.T. de Nantes l'un des principaux animateurs en assumant la première responsabilité jusqu'en 1969 où il prit sa retraite chèrement méritée.

Gaston, de 1931 à 1969 a connu toutes les grandes périodes du mouvement ouvrier de notre département. Les scissions Syndicales de 1931 à 1947, les grandes grèves en 1936, 1953, 1955 et 1968.

Il occupa également au Conseil des Prud'hommes de Nantes et en tant qu'administrateur des Caisses

Primaires et Régionales de la Sécurité Sociale, des responsabilités importantes.

Un engagement politique dont tous les Communistes sont fiers

Toute sa vie, Gaston a manifesté à l'égard de son parti politique, le Parti Communiste Français un esprit de responsabilité et une fidélité sans faille.

Il fut de nombreuses fois candidat communiste dans des élections locales, y compris dans des périodes extrêmement difficiles.

Ce fut le cas aux élections Cantonales dans le quatrième Canton en 1934, 1952, 1958, 1964 et 1970 mais également à la Municipalité de Nantes en 1935, 1953, 1959, 1965 et 1971.

Il fut élu Conseiller Municipal de Nantes de 1954 à 1959.

Au Comité Fédéral et au Bureau Fédéral, il a de nombreuses années assumé des

responsabilités, avec l'esprit militant qui l'animait.

Lors de ses obsèques, de nombreux militants syndicaux, de nombreux Communistes étaient présents pour lui rendre le dernier hommage qu'il méritait. On pouvait y reconnaître des Responsables de la direction Fédérale, de la Section de Nantes et de l'amicale des Vétérans, et de la C.G.T.

La disparition de Gaston a ému toutes celles et tous ceux qui le connaissaient, qui avaient milité avec lui, qui l'avaient rencontré.

La Rédaction des «Nouvelles», la Fédération, la section de Nantes, sa cellule, adressent à la famille de Gaston et à ses proches leurs plus sincères condoléances. Nous avons décidé de revenir dans la prochaine édition sur la vie de cet homme généreux qui a fait l'admiration de plusieurs générations de militants.

Lycée A. Camus - Nantes Bellevue S.O.S. recherchons profs... désespérément !

Dès la rentrée de septembre, une pétition a circulé à l'intérieur de l'établissement de Nantes-Bellevue, en direction des sections «Sciences et Technologies Tertiaires».

«Nous protestons contre la suppression des options auparavant proposées aux Terminales S.T.T. : *Prise Rapide de la Parole et Gestion Informatique,*

«disons que c'est une discrimination vis-à-vis des élèves concernés (pas d'options - pas de points supplémentaires au Bac),

«exigeons que des heures soient attribuées aux professeurs pour qu'ils puissent assurer ces cours, voire que des postes soient créés pour y pallier,

«appelons les municipalités concernées (Nantes, St-Herblain, Couëron), à agir avec nous auprès de l'Académie pour rétablir

d'urgence les options supprimées».

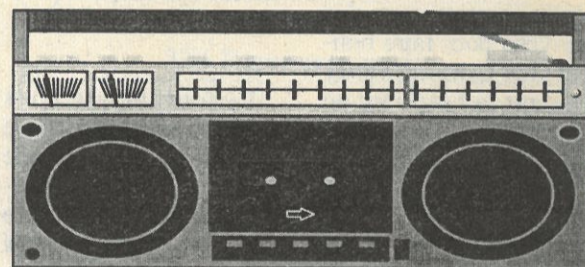
En quelques jours 250 signatures ont été recueillies (élèves, parents d'élèves, professeurs) et adressées au rectorat ainsi qu'aux Maires désignés ci-dessus (la grande majorité des élèves provenant de ces 3 communes). Une lettre ouverte a été adressée à la presse locale le 27 octobre pour médiatiser cette affaire. A ce jour : aucun écho.

Les élèves des Terminales S.T.T. de Camus viennent de s'inscrire pour passer le Bac, sans aucune option ! C'est un manque à gagner de 6 points !

L'administration a rétorqué «qu'il n'y avait aucun professeur sur l'académie pour assurer ces cours».

Les parents d'élèves ont décidé de ne pas en rester là. Affaire à suivre.

Qui se cache derrière votre radio ?



Si les Radios associatives représentent encore 27,5 %, les Radios Commerciales se taillent la part du Lion.

C'est ainsi que les Radios Commerciales de réseau avec décrochage local détiennent 20,3 % de la bande, les Radios Commerciales Nationales sans décrochage local 24,6 %.

Viennent ensuite avec 14,5 % les Radios Généralistes. Les Radios Commer-

ciales Indépendantes à programme propre ne représentent que 13 %.

En janvier le CSA modifiera lors d'une «Nouvelle Nuit Bleue» les Nouvelles Fréquences accordées à chacune des Stations.

L'intervention de dizaines de milliers d'auditeurs peut être déterminante pour que le remue ménage d'une nuit n'entraîne le silence d'une fréquence.

Bande FM : drôle de balayage

Radio Sud Loire, la réaction des communistes

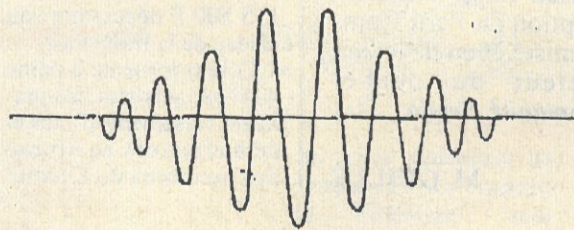
Quand une radio se tait, quand un journal disparaît, c'est toujours un bout de démocratie qui s'en va.

C'est ainsi qu'a réagi la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français suite à la décision du CSA de ne plus attribuer de fréquence à Radio Sud Loire.

L'ouverture de la bande FM en débute des années 80, après

des luttes importantes et justifiées, avait permis un fort moment d'expression populaire et de démocratie dans le pays, mais également au plus près des gens dans les villes et les campagnes.

Aujourd'hui, cette même bande FM se retrouve aux mains de la finance, de l'affairisme, de la publicité et de quelques grands groupes qui ne cherchent pas à répondre à la demande de démocratie qui s'exprime, mais à l'argent qui peut être fait. *C'est regrettable, c'est dommageable pour la démocratie.*



Les radios associatives ne représentent plus aujourd'hui qu'un quart environ de l'ensemble de la bande FM, ce qui est manifestement trop peu et la fait sombrer dans le généralisme et la monotonie.

C'est pour cela que le Parti Communiste Français désapprouve totalement la décision du CSA et souhaite que le recours déposé aille à son terme,

dans le sens de l'attribution d'une fréquence pour Radio Sud Loire.

Les Communistes sont sensibles à la réaction des auditeurs et de la population qui massivement vont signer la pétition proposée par la radio.

Les dirigeants communistes du département et les élus communistes sont de ceux-là.

10 millions de souscription pour le Parti Communiste Français et pour sa presse

115 500 francs, le défi que nous avons à relever pour notre département

La situation issue des dernières élections législatives de juin, est inédite.

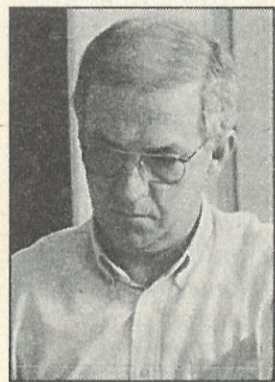
Une majorité et un gouvernement de la gauche plurielle avec un Parti Communiste qui est pleinement partie intégrante, commencent à travailler positivement, comme l'ont voulu les électeurs de gauche.

Rien dans tout cela qui puisse gêner les Communistes dont l'apport constructif dans cette nouvelle situation, est reconnu par les Françaises et les Français.

Ce climat politique nouveau est propice à faire du neuf, à créer. Encore faut-il pouvoir et vouloir intervenir car rien ne se fera tout seul. Cette intervention des citoyens pour faire bouger, les Communistes veulent la favoriser au maximum. C'est pourquoi, pour déployer toute cette activité nouvelle utile au changement, ils prennent des initiatives les plus

diverses, comme par exemple, les espaces citoyens ou la campagne pour une autre construction européenne.

Permettre à tous ceux qui le désirent d'exprimer



ce qu'ils ont à dire, de développer la solidarité, de décider ensemble d'actions, c'est ce que les Communistes ont de plus pressant à faire.

Le journal que vous avez en main s'efforce d'en être le relais. Et une grande chance se présente dans la présente période : *l'Humanité* renoue son hebdo, avec

l'ambition de gagner 20 000 nouveaux lecteurs en France qui contribueront eux-mêmes à la dynamique du succès. Or pour l'activité du Parti Communiste, pour sa presse, *l'Humanité* et *l'Humanité Hebdo*, il faut des moyens financiers nouveaux.

Collecter 115 500 francs, c'est le défi que nous avons à relever pour la souscription nationale au titre de notre département. Un objectif simple et ambitieux, à la hauteur des enjeux, que les Communistes doivent atteindre d'ici au 15 janvier prochain.

Alors l'affaire est entre vos mains. Nous vous proposons de vous donner les moyens d'intervenir, de participer, de décider en versant, en faisant verser à la souscription du Parti Communiste et en devenant lecteur du nouvel *Humanité Hebdo*.

M. GUILLÉ

« Les Nouvelles » interrogent deux des acteurs de la souscription

Laurent BELLLOT anime sur la section de Saint-Nazaire la campagne de souscription exceptionnelle de cette fin d'année 1997.

Les Nouvelles lui ont posé trois questions auxquelles il répond :

NLA : La souscription à Saint-Nazaire vient d'être relancée. Peux-tu nous dire comment les choses ont été engagées ; d'abord, la souscription c'est l'affaire de qui ?

L. B. : C'est l'affaire de tout le Parti. En tout cas sur la section nous nous sommes adressés à un certain nombre de camarades du Comité de Section pour organiser la rencontre avec tous les souscripteurs potentiels, communistes ou non.

NLA : Concrètement quelles dispositions d'organisation ont été prises ?

L. B. : Nous avons édité une liste de souscription mise à la disposition des camarades qui collectent pour faire des souscripteurs eux-mêmes, des collecteurs.

NLA : Avez-vous un objectif et quels sont les premiers résultats ?

L. B. : Le premier objectif, c'est le nombre de souscripteurs, sans cela nous ne pouvons en un mois atteindre les 115 500 F nécessaires au niveau de la Fédération.

Cela représente à peine 40 F par adhérent, les premiers versements d'ores et déjà effectués au niveau des membres du Comité

de Section donnent une moyenne de 270 F par souscripteur. Cela donne je crois la mesure des possibilités.

Raymond LANNUZEL est le président de la Commission de Contrôle Financier de la Fédération. Lors de la fête de l'agglomération du PCF il a mené la campagne de la souscription. Il répond à nos questions :

NLA : Pourquoi ce travail pendant le déroulement d'une fête du Parti ; c'est nouveau non ?

R. L. : Je ne sais pas si c'est nouveau mais ce qui est certain c'est qu'une fête est toujours un lieu de rassemblement qui donne

l'opportunité de rencontrer beaucoup de gens.

NLA : A qui t'es-tu adressé ?

R. L. : A beaucoup de communistes de la section de Nantes pour discuter avec eux de leur propre versement et pour les inciter à contribuer à la campagne elle-même. C'est en tout cas nécessaire, s'agissant des membres du Comité de Section.

NLA : Quels résultats cela a-t-il produit ?

R. L. : En un après-midi, j'ai ainsi pu collecter un peu plus de 5 000 F. Un résultat qui montre à mon avis que beaucoup plus peut être fait, ne serait-ce que dans notre propre section.

Le Comité Fédéral s'engage dans le défi des 115 500 francs

NOMS Prénoms	Sommes versées
BLAIS Yves	500,00 F
BONTEMPS Gilles	1 000,00 F
BOUTET Michel	
CHENEAU Yannick	1 400,00 F
CONSTANT Claude	600,00 F
CORPARD Claudie	600,00 F
CORPARD Joël	600,00 F
DAVID Joëlle	400,00 F
FAIVRE-PIERRET Hubert	600,00 F
GOUTY Michel	500,00 F
GUILLE Marcel	300,00 F
JUSTY Marc	500,00 F
LEGAL Jean-Philippe	500,00 F
LEON Didier	200,00 F
MAGRE René	300,00 F
MARTIN Jean-Yves	750,00 F
MORINIERE Patricia	700,00 F
PANIZA Françoise	200,00 F
PATRON Joëlle	200,00 F
PERCEVAULT Roseline	500,00 F
PICAUD Michelle	1 000,00 F
PLUMELET Jean-Luc	600,00 F
POTIRON Didier	200,00 F
RENEVOT Yvon	300,00 F
RICA Michel	500,00 F
RIOU Pierre	200,00 F
ROBERT Paul	1 300,00 F
ROUAUD Mireille	500,00 F
TEILLANT Jean-René	1 000,00 F
TEXIER Guy	1 200,00 F
VINCE Yann	400,00 F
DUSSEAUX Jeannine	1 000,00 F
LANNUZEL Raymond	500,00 F
RASTEL Gérard	500,00 F
Total au 2-12-1997	19 550,00 F

Souscription exceptionnelle 1997 pour l'activité du Parti Communiste Français et *l'Humanité* et *l'Humanité-Hebdo*

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Somme.....

● Déduction fiscale : dans la limite de 5 % du revenu imposable, la réduction d'impôt est de 40 % de la somme versée.

● Libellez votre chèque à l'ordre de : « Association de financement du PCF » 2 place du Colonel-Fabien - 75019 Paris.

Michèle Demessine au siège de la Fédération

«Les ministres communistes ont des attitudes qui décoiffent» titrait récemment Ouest France en faisant parler Michèle GUZMAN à la Fête de l'Agglo du PCF. C'est sûr la rencontre qui eut lieu le vendredi précédent, 21 novembre, au siège de la Fédération avec le secrétaire d'Etat en Tourisme, Michelle DEMESSINE relevait de l'inédit. Une cinquantaine de militants communistes parmi lesquels de nombreux

élus eurent la possibilité de débattre en direct avec Michelle DEMESSINE, Tourisme social, enjeux de l'aménagement du territoire sur le littoral, emplois jeunes... en une heure et demie, si l'on ne put faire le tour de toutes les questions, ce qui apparut évident, c'est la satisfaction de tous d'avoir pu parler franchement des questions voire des préoccupations.

Une conception du débat politique sans

aucune doute, mais aussi une conception neuve du rôle de ministre, véritable relais pour les attentes citoyennes.

A l'issue de la partie formelle de la rencontre, les échanges purent se poursuivre au cours du traditionnel pot de l'amitié.

Mais l'heure arrivait de se séparer, engagements militants des uns et des autres - et particulièrement de Michelle DEMESSINE - obligeant.



Michèle DEMESSINE avec Gilles BONTEMPS, Pierre LE BERCHE et Marc JUSTY.

ESPACE CITOYEN et emplois jeunes à Savenay

Conformément à la décision prise par l'Espace-Citoyen de Savenay il y a un mois, sa deuxième réunion du 27 novembre 1997 a porté sur le thème des Emplois-Jeunes. La réunion a été marquée par la visite impromptue du correspondant de la presse locale qui, alors qu'il n'avait pas été spécialement sollicité pour cela, a néanmoins souhaité couvrir «l'installation» de l'Espace-Citoyen que constituait cette seconde réunion.

Sans vouloir faire ici un compte-rendu complet et détaillé de la teneur de la discussion sur les emplois-jeunes, force est de constater que les débats de l'Espace-citoyen sur le sujet ont été, à cette occasion, nettement plus sereins et approfondis que ceux de la semaine précédente, au cours d'une réunion de la cellule locale du PCF sur le même sujet. Huits jours supplémentaires de réflexion, l'amélioration de l'information des uns et des autres sur le sujet, la présence de non-communistes et de jeunes dans l'Espace citoyen semblent de toute évidence y avoir été pour beaucoup.

Pour inscrire l'activité de l'espace citoyen dans

la durée et manifester concrètement son esprit de suivi sur les questions qu'il est conduit à aborder, il a été décidé d'organiser, sous son égide, courant janvier 1998, une **Réunion Publique**, à laquelle seront largement invités les jeunes savenaisiens candidats aux emplois-jeunes, les responsables locaux, Maire et Directeurs d'établissements publics, et les divers représentants syndicaux, pour que chacun ait ainsi l'occasion de mieux faire connaître publiquement ses positions et ses intentions en ce qui concerne les emplois-jeunes sur la commune.

La question qui reste cependant plus que jamais posée aux militants communistes de Savenay, est celle de leur capacité à faire désormais vivre parallèlement, sans confusion, ni déséquilibre, à la fois l'Espace-Citoyen pluraliste qu'ils animent et leur propre cellule du Parti. Mais ils sont bien décidés à s'y employer résolument.

L'argent contre les 35 heures

Une demie page de Presse-Océan du 4 décembre pour combattre le progrès social, c'est ce que vient de se payer le patron des Industries Métallurgiques d'Electricité et d'Electronique de la Loire-Atlantique.

De l'argent, il y en a pour combattre le progrès social, pour ce patronat regroupé dans une association «Croissance Emploi».

Cette pub politico rétrograde précise que «ce n'est pas la tête dans le sable que l'on avance».

Vraiment, les nouveaux tueurs du C.N.P.F. devraient être plus modestes quand on connaît la responsabilité qui est la leur dans la situation actuelle du chômage.

«L'emploi gagnera avec les entreprises», nous disent-ils. La question est que leur politique n'a jamais fait gagner l'emploi, mais toujours le chômage.

Toujours le même patronat, toujours le même combat d'arrière garde...

Pour les fêtes de fin d'année, la Fédération vous propose une sélection de produits régionaux en direct des producteurs.

Muscadet sur Lie à partir de **21 Fr.**

Gros Plant à partir de **12,50 Fr.**

Des Bordeaux millésimés à partir de **30 Fr.**

Des Bourgognes millésimés à partir de **50 Fr.**

Des blancs liquoreux à partir de **50 Fr.**

Du Champagne à partir de **100 Fr.**

Des Huîtres à partir de **130 Fr.** la bourriche de 100

Mais aussi du Pineau des Charentes, du Chocolat Belge et du foie gras.



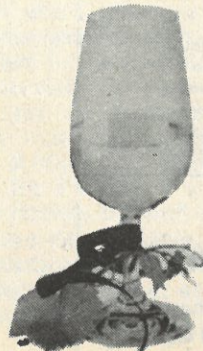
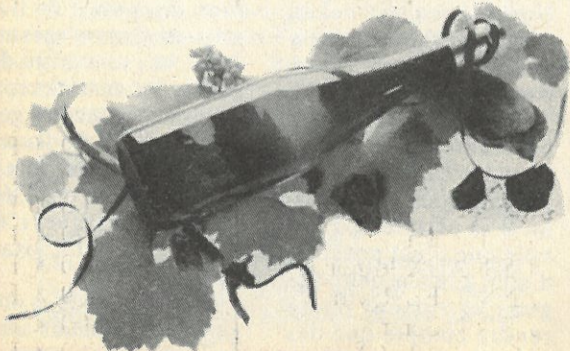
En vous proposant de commander ses produits, la Fédération vous permet de faire un choix. Ce choix est un choix militant pour deux raisons :

- Permettre un lien direct entre le producteur et le consommateur

- Bénéficier de prix défiant toute concurrence dont la fédération peut vous faire profiter.

En vous remerciant de votre confiance.

Passer vos commandes à la Fédération en téléphonant au 02.40.35.03.00.



Le RIVAGE

57, quai Magellan - NANTES

REVEILLON de la ST-SYLVESTRE
330 F par personne

Kir cerise champagne
Farandole du Rivage
Saumon fumé, crevettes
Terrine de poissons et St-Jacques

Fricassée de lotte flambée
Whisky et sa crème Curry
Sa purée potagère

Trou normand

Magret de canard sauce
aux aïelles

Fagot haricots verts, pleurottes
Pomme Duchesse

Assiette du fromager et sa salade

Assiette gourmande
(assortiment de desserts)

Café

vins non compris
pas de majoration sur la carte des vins

Réservations au 02-40-35-72-04

Cotillons

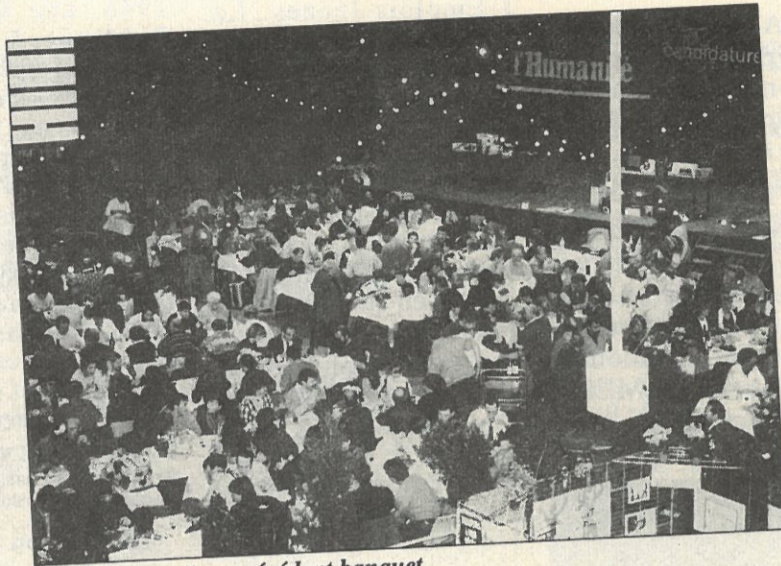
Orchestre
et
animations
avec
« Confidence
Music »



dégustation
Huîtres
et soupe à
l'oignon
vers 5 H

GRAND BANQUET PUBLIC DE LA FÉDÉ

VENDREDI 12 DÉCEMBRE 1997



La Troc, lors d'un précédent banquet.

A LA TROCARDIÈRE REZÉ

Avec la participation de
Roland JACQUET, membre
du Bureau national du PCF

12000^F

DE REPRISE MINIMUM DE VOTRE VÉHICULE*

OU VOTRE **CLIO** A PARTIR DE
49900^F**



PUBLICITÉ GRAND ANGLE

* Pour l'achat d'une Clio neuve.
Offre réservée aux particuliers possesseurs
de leur véhicule depuis au moins 6 mois.

**OFFRE
VALABLE
JUSQU'AU
31/12/97**

* Pour l'achat
d'une Clio Chipie
1.2 L, 3 portes AM98,
au prix conseillé
de 61 900 F,
bénéficiez de
12 000 F s'ajoutant
à la reprise de
votre ancien véhicule
aux conditions
générales Argus.
Offre non cumulable.

RENAULT SAINT-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE
Concessionnaire

380, route de la Côte d'Amour - Océanis
ST-NAZAIRE ☎ 02 40 17 20 20



RENAULT

TRIGNAC AUTOMOBILES
Agent

Zone Commerciale Auchan
TRIGNAC ☎ 02 40 90 40 54

Humanité : hebdo un plus

Depuis le 16 novembre, l'Huma-Dimanche a fait peau neuve. Le nouveau magazine, l'HUMA HEBDO, a conquis de nombreux lecteurs.

Suite à la vente élargie de la mi-novembre, de nombreux diffuseurs échangent, discutent, proposent à des centaines de personnes, de devenir de nouveaux lecteurs de la presse communiste.

Les efforts portent leurs fruits car dans de nombreuses localités des lecteurs sont gagnés : 3 chez les Cheminots, 2 à Doulon, 1 à Savenay, 1 à St-

Sébastien, 3 à St-Herblain, etc...

Au-delà de ces chiffres, c'est la démarche utilisée qu'il faut souligner, celle de nouer des liens directs et réguliers avec une multitude de personnes.

Durant ces deux dernières semaines, en collaboration avec l'Humanité, deux abonnés ont réalisé plus de 25 abonnements à notre presse quotidienne ou hebdomadaire, ce qui confirme que de réels progrès de la diffusion de notre presse sont possibles.

Nouvel Huma nouveaux lecteurs



Depuis le 8 novembre 1997, un marché vient s'installer au Tillay, tous les samedis matin. Beaucoup de gens du quartier viennent faire leur marché.

Les Communistes de la Cellule Aragon décident d'y être présents. Le samedi 22 novembre, cinq camarades s'y retrouvent avec 15 Huma Hebdo.

Ils le proposent aux gens, ils interpellent les gens qu'ils connaissent déjà. Serge le vend à un copain de Waterman. Roselyne n'hésite pas à le proposer à plusieurs personnes qu'elle connaît, et qui lui achètent. Marianne et Michel discutent avec ceux qui passent. Maurice se permet d'en vendre deux au café du Tillay.

Mais le plus étonnant : deux personnes sont venues nous demander un Huma. Bien sûr, cela a permis de faire connaissance, de se situer par rapport au quartier.

Cette diffusion du 22 novembre est un succès pour les camarades, 12 Huma vendus. Ça redynamise la cellule. Ça fait voir que c'est possible d'aller à la rencontre des gens et surtout de se rendre compte que des gens nous attendent.

Le marché est une aubaine pour en faire un point de rencontre régulier. Reste à mettre sur pied un CDH.

Etre connu ou reconnu comme Communiste sur son quartier, c'est important.

Quelques réactions :

- « Vous êtes nombreux..., 5 Communistes, c'est déjà rendre le Parti visible localement ».

- « Ça m'intéresse... J'habite le quartier et si vous organisez quelque chose, faites le moi savoir et je pense que mon beau-frère serait également intéressé ». C'est formidable, nous faisons part de la soirée-débat du jeudi 4 décembre sur les Services Publics.

Nous avons eu droit aussi à d'autres réactions telles que « Et les 85 millions de morts », du livre noir du Communisme. Aller à la rencontre des gens, c'est aussi accepter de discuter avec des gens qui ne pensent pas comme nous ou qui sont totalement opposés à nos idées. Prendre ce risque, c'est montrer un autre visage du Parti.

Risquons-nous et nous gagnerons d'autres adhérents, d'autres lecteurs.